



Interventions sensibles au genre destinées aux personnes revenant d'organisations terroristes étrangères : éclairages pour les praticiens

Rédigé par Katherine E. Brown, expert externe du RAN

Radicalisation Awareness Network
RAN 

Interventions sensibles au genre destinées aux personnes revenant d'organisations terroristes étrangères : éclairages pour les praticiens

Ce document est également disponible en allemand et en ligne à l'adresse

https://ec.europa.eu/home-affairs/networks/radicalisation-awareness-network-ran/publications_en

La version d'origine est en anglais.

AVIS JURIDIQUE

Bien que le présent document ait été élaboré pour la Commission européenne, il reflète uniquement le point de vue des auteurs, et la Commission ne peut être tenue responsable de toute utilisation qui pourrait être faite de la présente publication. De plus amples informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet (<http://www.europa.eu>).

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2021

© European Union, 2021



La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est mise en œuvre conformément à la décision 2011/833/UE du 12 décembre 2011 sur la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39). Sauf indication contraire, la réutilisation du présent document est autorisée dans le cadre d'une licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC-BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée et indication de toute modification

Toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne peut requérir une autorisation, directement demandée auprès des titulaires des droits respectifs.

Introduction et contexte

Dans certains contextes, tel le retour de Syrie et d'Irak de combattants terroristes étrangers et de leurs familles, il est important de bien distinguer entre les personnes soupçonnées de terrorisme et celles associées à des groupes terroristes, nombre d'entre elles ayant été victimes d'enlèvement, de coercition et d'exploitation. Concernant les femmes rentrant en Europe de Syrie et d'Irak, force est de constater que l'éventail des expériences vécues au sein des groupes terroristes et de leur association avec ces derniers est extrêmement vaste. Conscients qu'une approche cantonnée à la sécurité et à la répression ne permet pas de faire face à de telles situations, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations unies ont appelé les États à concevoir et mettre en œuvre des « stratégies globales et adaptées » pour le triage, les poursuites, la réadaptation et la réinsertion (TPRR) des personnes associées ou affiliées à des organisations terroristes désignées, ainsi que de leurs familles ⁽¹⁾. Si, dans toute l'Europe, l'engagement juridique normatif en faveur d'interventions sensibles au genre et de la prise en compte du genre dans le processus de TPRR est un fait, sa mise en œuvre semble plus compliquée que prévue. Le présent rapport met en lumière la composante réadaptation et réinsertion (R&R) des TPRR. Le rapport revient sur les expériences des femmes en tant que telles au sein de Daesh avant de se pencher sur les besoins, afférents au genre, des femmes rentrant dans leur pays d'origine. La deuxième partie du rapport s'attarde sur l'implication des R&R dans diverses professions venant en aide aux femmes quittant Daesh pour rentrer dans leur pays d'origine dans l'Union européenne (UE). Le rapport présente ensuite quelques préconisations à l'attention de professionnels travaillant à la réadaptation et la réinsertion des individus rentrant dans leur pays d'origine.

Terminologie

La terminologie dans ce domaine est, dans une large mesure, contestée. Aux fins du présent document, veuillez prendre note de ce qui suit :

1. *Genre* : La confusion entre catégories biologique (masculin et féminin) et sociale (hommes et femmes) est une erreur que l'on retrouve dans bien des publications. Le genre renvoie à des attributs sociaux, des rôles et des possibilités liés au fait d'être de sexe masculin ou féminin au sein d'une société ⁽²⁾.
2. *Gender Mainstreaming* : ou intégration de la dimension de genre « est le processus consistant à évaluer les implications pour les femmes et les hommes de toute action prévue, y compris la législation, les politiques ou les programmes, dans tous les domaines et à tous les niveaux. Il s'agit d'une stratégie visant à formuler les préoccupations et expériences des femmes, ainsi que des filles, des garçons et des hommes, en tant que dimension intégrante de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques et programmes dans les milieux politiques, économiques et sociétaux, de sorte à en faire bénéficier les femmes et les hommes en toute équité et à ne pas perpétuer les inégalités. L'objectif ultime est de parvenir à l'égalité des sexes » ⁽³⁾.
3. *Interventions sensibles au genre* : Quand il est question de genre, aucune intervention n'est neutre. Les résultats du processus de TPRR sont bien souvent différenciés selon le genre, pour les individus rentrant dans leur pays d'origine, leurs familles et les communautés où se déroule la phase de R&R. Aussi les interventions sensibles au

¹ Conseil de sécurité des Nations Unies dans la résolution 2396 (2017)

² OSAGI (2001) 'Gender mainstreaming: strategy for promoting gender equality'; Brown, K. E (2019) Gender Mainstreaming in PVE.

³ Conseil économique et social. 1997. Conclusions concertées Section 2.

genre prennent-elles en compte les spécificités propres aux vies des femmes et des hommes. En ciblant l'élimination des inégalités et la promotion de l'égalité des sexes, y compris la répartition égale des ressources, les interventions traitent de et prennent en compte la dimension du genre ⁽⁴⁾.

4. *Radicalisation* : La radicalisation est un processus complexe avec, là encore, une composante de genre. Les documents de stratégie définissent cette notion comme « le processus par lequel une personne en arrive à adhérer au terrorisme et aux idéologies extrémistes associées aux groupes terroristes » ⁽⁵⁾. La radicalisation ne peut s'expliquer par une cause unique ⁽⁶⁾. Tous les facteurs ne se retrouvent pas dans chacun des cas et les différences sont souvent très marquées. La recherche a mis en évidence que la radicalisation est la résultante de l'interaction entre des facteurs psychologiques personnels (vulnérabilité individuelle, quête de signification et prééminence de la mortalité, par exemple) et environnementaux (relations sociales, attitudes communautaires, etc.) ⁽⁷⁾.
5. *Individus rentrant dans leur pays d'origine* : Ce terme est employé pour qualifier les personnes qui rentrent, cherchent à rentrer ou sont rentrées dans l'UE suite à leur départ de Daesh. Il ne fait pas la distinction entre les individus rentrés par leurs propres moyens, volontairement avec l'aide d'États membres de l'UE et de tiers, et les autres qui sont rapatriés contre leur gré.
6. *TPRR* : Le *triage* désigne le processus initial consistant à cerner le profil principal d'une personne dans le but de préconiser un traitement adapté : il consiste notamment en une enquête approfondie, voire des poursuites, ou la participation directe à un programme de réadaptation et/ou de réinsertion. La *réadaptation* peut être considérée comme un assortiment de mesures destinées à favoriser la transition du statut d'associé de Daesh à celui de citoyen de la collectivité, en renonçant à recourir à la violence pour parvenir à des changements, en dégagant des moyens de subsistance pour subvenir aux besoins de la famille et en prévenant la récurrence. La réadaptation peut être menée dans des centres résidentiels ou des communautés et implique la déradicalisation, un soutien socio-psychologique, des conseils en matière de santé mentale et une aide aux personnes présentant des handicaps physiques. La *réinsertion* concerne toutes les catégories de personnes associées à Daesh, selon la définition établie lors du triage. La réinsertion devrait également répondre à des besoins spécifiques et mobiliser les capacités des différentes catégories. Les processus de réinsertion devraient reposer sur les communautés, être dirigés par ces dernières et prendre en compte les dimensions sociale, économique et politique telles qu'identifiées par ces mêmes communautés ⁽⁸⁾. Pour l'ONU DC, le processus de TPRR doit : avoir des composantes intégrées de R&R ; reposer sur une approche impliquant l'ensemble du gouvernement ; faire participer les acteurs de la société civile ; éviter l'écueil des stéréotypes sur les rôles des hommes et des femmes au sein des groupes terroristes ; et accorder une attention particulière à la situation des femmes et des enfants associés au groupe terroriste ⁽⁹⁾.

⁴ ONU DC (n/d) Gender Responsiveness

⁵ Revised Prevent Duty Guidance for England and Wales, 2015, définition.

⁶ Université d'Amsterdam (2013), SAFIRE.

⁷ Allan, H., et. al. (2015) Drivers of Violent Extremism.

⁸ Ce texte est adapté du document (2018) de l'Union africaine relatif aux piliers de collaboration.

⁹ ONU DC (n/d) Poursuites, réadaptation et réinsertion.

Contexte

Il reste dans la région MOAN quelque 800 femmes et 1 300 enfants ayant des liens avec des pays européens et des liens probables avec des organisations extrémistes ⁽¹⁰⁾. L'instabilité croissante dans la région, la pénurie de provisions et de sécurité dans les camps de déplacés et les pressions exercées par la pandémie de COVID-19 rendent toujours plus pressante l'urgence à faciliter le retour des citoyens de l'Union européenne et plus particulièrement celui des femmes et des enfants ⁽¹¹⁾. Les Nations Unies et le Conseil européen ont souligné combien la situation des droits humains, de la sécurité et de la santé d'un grand nombre de personnes dans les camps s'était nettement détériorée au cours des deux dernières années ⁽¹²⁾.

Les Européennes associées à des organisations terroristes étrangères n'ont pas fait l'objet de mesures de R&R dans tous les pays. D'après Save the Children, 25 des quelque 60 pays d'origine concernés ont rapatrié leurs ressortissants de la zone de conflit en Irak et en Syrie ⁽¹³⁾. Durant les dix premières semaines de 2021, seules trois opérations de rapatriement ont été menées à bien, deux autres ayant eu lieu en juillet 2021 en Belgique, en Finlande et en Allemagne (pour un total de 40 femmes et enfants environ). Le nombre total d'opérations de rapatriement était de 17 en 2020, contre 29 en 2019. Au vu du nombre de femmes et d'enfants encore présents sur place et face à la pression internationale et humanitaire croissante et du renvoi spontané de ressortissants européens par les autorités kurdes, on est en droit d'attendre des États membres de l'UE davantage d'empressement à rapatrier en plus grand nombre les femmes et enfants affiliés à des organisations terroristes en vue de les réadapter.

Le processus de TPRR des femmes, enfants et hommes relève de la seule responsabilité de chaque État membre. Dans certains pays, le cadre juridique délègue de telles compétences et les tâches y afférentes aux municipalités, dont les pratiques, les budgets et les priorités divergent. Les expériences des praticiens, les contextes politiques et les régimes juridiques au sein de l'UE sont donc très divers. Tous s'inscrivent néanmoins dans un contexte international et régional plus vaste en matière de droits humains et de sécurité. Les Nations Unies ont publié deux manuels majeurs destinés à soutenir le processus de TPRR des femmes ayant un lien avec le terrorisme : le premier en 2017 sous la direction de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le second en 2018 par le Bureau de l'ONU pour la lutte contre le terrorisme (ONUCT). Hedayah a également fourni les plans d'un centre de R&R destiné aux combattants terroristes et à leurs familles ⁽¹⁴⁾. Le RAN a fourni des directives et des conseils au niveau de l'UE ⁽¹⁵⁾. L'atelier InFoEx en 2019 sur le processus de TPRR des combattants terroristes étrangers offre également des éclairages précieux pour les praticiens ⁽¹⁶⁾.

Besoins des individus rentrant dans leur pays d'origine en matière de TPRR selon le genre

« Les femmes et les enfants associés aux combattants terroristes étrangers revenant d'un conflit ou se réinstallant peuvent avoir joué de nombreux rôles »

Les camps de déplacés d'al-Hol et d'al-Roj en accueillent près de la moitié. Renard, T and R. Coolsaet (2020) From Bad to worse; Annamaneni K. (2019) For ISIS Children; Cook, J. and G. Vale (2019) From Daesh to 'Diaspora' II.

¹¹ CTED (2021) Analyse du Covid.

¹² Conseil de l'Europe. (2021) Observations de la Commissaire sur le rapatriement des ressortissants européens ; Nations Unies (2019) Key Principles; CTED (2019) Gender Dimensions of the Response to Returning Foreign Terrorist Fighters; CTED (@019) Gender Dimensions

¹³ Save the Children (2021). Repatriation of Foreign Children; Save the Children (2021) Repatriations show giving children future; BBC (2020) Germany and Finland bring home women.

¹⁴ Hedayah (2020) Blueprint

¹⁵ Voir Pour approfondir.

¹⁶ Koller, S. (2020) Reintegration of Returnees from Syria and Iraq

différents et notamment avoir soutenu, facilité et commis des actes de terrorisme, et nécessitent une attention particulière au moment d'élaborer des stratégies concernant les poursuites, la réadaptation et la réinsertion. » Le Conseil de sécurité des Nations Unies dans la résolution 2396 (2017)

Expériences au sein de Daesh

Bien comprendre les parcours personnels des femmes affiliées à Daesh (et de leurs enfants) est un enjeu important — quoique insuffisant en soi — pour répondre aux besoins spécifiques aux femmes rentrant dans leurs pays d'origine. Or, le manque d'informations véritablement aptes à être facilement généralisées et appliquées au cas par cas constitue un défi de taille pour les praticiens. Ces derniers n'ayant que rarement accès à des informations vérifiables en amont du rapatriement, les renseignements dont ils disposent proviennent pour la plupart des témoignages des femmes et enfants de retour en Europe. Dans certains cas, les informations sont également recueillies auprès de membres de la famille, de travailleurs d'organisations caritatives et de responsables de pays tiers. S'il est tentant de se fier aux informations généralisées, publiées dans les médias ou les travaux de recherche universitaires, chaque cas se distingue par des marqueurs et un parcours qui lui sont propres. Salma et Zahra Halane avaient un frère qui aurait quitté le Royaume-Uni en 2013 pour rallier Daesh. Leur père est réputé être un ardent récitant du Coran au sein de sa communauté, à la tête d'une école décrite par son fils comme « franchement intensive » en termes d'études coraniques ⁽¹⁷⁾. De son côté, Linda Wenzel, une adolescente allemande âgée de 16 ans, présentée comme une fille « discrète », s'est convertie et a rejoint l'Irak en 2016 après avoir rencontré son futur époux (combattant de Daesh) sur Internet ⁽¹⁸⁾. Lubna Miludi, ressortissante espagnole née au Maroc, a déclaré être partie en Syrie en 2014 afin de venir en aide à des orphelins ⁽¹⁹⁾. Ces trois exemples sont révélateurs de la diversité des femmes concernées en termes d'âge, d'expériences, de religiosité, d'appartenance ethnique et d'éducation ⁽²⁰⁾. Face à la multiplicité et à la complexité des trajectoires menant les Européennes en Irak et en Syrie ainsi qu'au peu de preuves émanant de tiers, les praticiens et les institutions d'assistance doivent faire montre d'une grande capacité d'adaptation. Un constat que partagent les Nations Unies : « Une évaluation et un triage individualisés doivent être effectués afin d'apprécier convenablement chaque cas et de déterminer l'affiliation et/ou le statut de victime de chaque personne tout en tenant compte des considérations liées à l'âge et au sexe. » ⁽²¹⁾. Les principes directeurs de Madrid et leur addendum définis par le Comité contre le terrorisme proposent des orientations pratiques et politiques ⁽²²⁾.

Certains aspects généraux, néanmoins, peuvent aider à façonner le regard du praticien sur le témoignage des femmes. La vie avant le départ pour la zone de conflit et les motivations du voyage en Irak et en Syrie sont définies par le genre ainsi que par d'autres marqueurs d'identité intersectionnelle. Les femmes ayant rejoint la zone de conflit avec la première vague voyageaient généralement en famille, leur décision étant souvent motivée tant par un souci de préservation de la cellule familiale que par des convictions ou croyances idéologiques. Les vagues qui ont suivi étaient constituées notamment de femmes partant seules ou avec leurs pairs, ou d'autres voulant soutenir leur famille partie plus tôt — on peut alors leur prêter un degré d'autonomie et une capacité d'agir plus importants. Si l'on considère d'autres facteurs sociodémographiques, les femmes sont généralement mieux instruites que les hommes et ont eu moins de condamnations ou de démêlés avec la justice. De fait, rares sont celles qui occupaient un emploi rémunéré, la plupart étant étudiantes, mères et femmes au foyer à plein

¹⁷ Windsor, L. (2018) *The Language of Radicalization*.

¹⁸ Vonberg (2017) [German schoolgirl who allegedly joined ISIS maybe tried in Iraq](#).

¹⁹ Dolz (2019) *The Jihadist Women Spain wants to bring back home*; voir aussi Windsor (2018) *The Language of Radicalization: Female Internet Recruitment*.

²⁰ Voir aussi : van San (2018) *Belgian and Dutch Young Men and Women who joined ISIS*.

²¹ United Nations (2019) *Key Principles*; CTED (2019) *Gender Dimensions*.

²² Comité contre le terrorisme (2018) *Principes directeurs de Madrid et leur addendum*.

temps. Les femmes qui rallient Daesh sont également davantage susceptibles d'être des converties que les hommes ⁽²³⁾.

Les femmes en zone de conflit vivent des expériences très diverses, mais bien souvent caractérisées par l'insécurité, la peur, l'instabilité, la violence et, aussi paradoxal que cela puisse paraître, par une vie de famille ordinaire ⁽²⁴⁾. L'importance pour Daesh de la maternité est tout simplement attestée par le nombre considérable d'enfants nés d'adeptes du mouvement. Lors d'entretiens avec des femmes affiliées à Daesh, 97,4 % ont confié avoir pour rôle d'être mère ou épouse ⁽²⁵⁾. Pour certaines d'entre elles, la vie familiale impliquait notamment de posséder des esclaves et un logement fourni uniquement à la suite de la purification ethnique menée par Daesh en Irak et en Syrie à l'encontre des chiites et de minorités ⁽²⁶⁾. Pour la majorité des étrangères, la vie tournait entièrement autour de la famille et tout contact avec les dirigeants de Daesh était forcément indirect, par le biais des hommes de la famille ⁽²⁷⁾. Les éléments de preuve recueillis à ce jour suggèrent que la plupart des femmes n'étaient pas directement impliquées dans les activités opérationnelles de Daesh et que, pour autant qu'elles y aient contribué, il leur était demandé de gérer les foyers pour femmes, de faire la propagande du groupe en ligne, de recruter de nouvelles femmes et jeunes filles ou de travailler dans l'éducation et la santé, deux domaines où la ségrégation entre hommes et femmes était de mise ⁽²⁸⁾. Ce n'est qu'en 2018 que Daesh a autorisé les femmes à prendre directement part aux combats ou à commettre des violences directes, et encore uniquement à titre exceptionnel ⁽²⁹⁾. À mesure que Daesh se développait, les restrictions imposées spécifiquement aux femmes devenaient plus étendues et plus explicites ⁽³⁰⁾. Les mouvements des femmes sur le territoire de l'État islamique étaient soumis à l'autorisation de leurs parents masculins et les veuves des combattants de Daesh avaient interdiction de partir. Quiconque se faisait prendre à les aider s'exposait à des sanctions ⁽³¹⁾. La violence de Daesh est de notoriété publique et sa mise en scène spectaculaire servait d'avertissement aux autres. Si nombreux sont les hommes à avoir servi d'exemple, les exécutions ou châtiments publics de femmes sont en revanche plus rares. La fameuse brigade Al-Khansaa ⁽³²⁾, chargée de faire respecter les lois et les règles de Daesh à l'égard des femmes, appliquait généralement les sentences à l'abri des regards ⁽³³⁾. Face à la difficulté de prouver le rôle et les activités de chaque femme en Irak et en Syrie, à la multiplicité de leurs expériences et de leurs motivations, ainsi qu'à leur intention vraisemblable de minimiser leur implication au sein de Daesh dans l'espoir de faciliter leur rapatriement, l'instauration de processus systématiques de triage et d'évaluation des risques intégrant la dimension du genre est une nécessité, susceptible de

²³ Dawson, L. (2021) A Comparative Analysis of the Data on Western Foreign Fighters in Syria and Iraq.

²⁴ Khelghat-Doost, H. (2017). Women of the Caliphate; Khelghat-Doost (2021) *The Strategic Logic of Women in Jihadi Organizations*.

²⁵ Environ 6 577 enfants sont nés en Irak/Syrie de parents étrangers affiliés à Daesh. Les enfants nés de parents membres de Daesh connaissent des expériences variées, avec une nette différence entre les filles et les garçons. On a également vu des exemples d'enfants se rebellant contre Daesh et refusant de se laisser endoctriner. Cook, J. and Vale, G. (2019) From Daesh to 'Diaspora' II. Speckhard, A. and Ellenberg, M. D. 2020 ISIS in Their Own Words.

²⁶ Par exemple, Schuetze (2021) ISIS Fighter Convicted in Death of Enslaved 5-Year-Old Girl; DW (2021) German Court jails IS bride for Crimes Against Humanity.

²⁷ Vale, G. (2019) Women in Islamic State from Caliphate to Camps.

²⁸ Spencer, A. N. (2016). The hidden face of terrorism; Gan, R. et al (2019) Change is the Only Constant.

²⁹ La participation des femmes aux violences a pour effet de jeter l'opprobre sur les hommes et de privilégier les interventions défensives. Cela peut être interprété comme le signe de l'autonomie accordée aux nouvelles femmes recrues (dont plusieurs n'avaient fait aucun mystère de leur intérêt pour la violence). Toutefois, cela suscite une certaine controverse sur le plan théologique, crée des tensions au sein des groupes djihadistes et peut être perçu comme un aveu de faiblesse, propre à miner le discours politico-religieux de Daesh qui se veut protecteur des femmes. Lahoud, N. (2017) Can Women Be Soldiers of the Islamic State?; Perešin, A. (2018) Why Women from the West are Joining ISIS; Al-Dayel, N. (2021) Sexual Suppression and Political Agency; Brown, K. E. (2018) Gendered Violence.

³⁰ Daesh a ainsi décrété : « il est interdit aux membres de l'État islamique de se rendre en territoire infidèle et ils doivent être empêchés de le faire ». Daesh, (2014) Fatwa 48.

³¹ Daesh, (2014) Fatwa 46; Daesh, (2016) Document sans titre [lettre d'Abu Fahd al-Tūnisī].

³² Un groupe de femmes triées sur le volet qui ont mis sur pied une véritable police des mœurs (parfois appelée Hisbah) pour le compte de Daesh.

³³ Vale, G. (2020) Defying Rules. Defying Gender?

déboucher, le cas échéant, sur des poursuites judiciaires. Les informations ainsi générées doivent ensuite être transmises aux praticiens chargés de la R&R.

Depuis la déroute de Daesh, nombre de rapports font état de femmes et d'enfants vivant dans des conditions périlleuses, courant le risque d'être enlevés, de subir des violences sexuelles et liées au genre, de représailles, de nouvelles violences perpétrées par Daesh, d'arrestations sommaires et de procès ou détentions iniques⁽³⁴⁾. Cela signifie que, dans les camps de déplacés, des femmes peuvent feindre de se conformer et de soutenir Daesh afin d'échapper aux conflits avec d'autres partisans et solliciter des mariages de complaisance. Parallèlement, il leur arrive de minimiser leur contribution à Daesh afin d'éviter des heurts avec d'autres civils. Certaines Européennes s'opposent à tout rapatriement et persistent à soutenir Daesh et à en imposer les principes idéologiques au sein des camps. Une attitude qui complique la tâche des autorités européennes dans leur entreprise de mise en œuvre du processus de TPRR, et qui souligne l'importance d'une évaluation des risques au cas par cas et d'appréciations structurelles discrétionnaires fondées sur un jugement professionnel⁽³⁵⁾.

Besoins immédiats et à court terme des femmes rentrant dans leur pays d'origine

Croyances : Il ne faudrait pas confondre la propagande de Daesh qui s'emploie à souligner l'importance des femmes en tant que catégorie pour les opérations menées par le groupe et pour sa légitimité en général avec la contribution personnelle de femmes à l'avancement du groupe ou des convictions qu'il véhicule. Les praticiens doivent garder une certaine ouverture d'esprit quant aux croyances des femmes et à la radicalisation, et ne devraient pas se fier à leurs propres convictions en matière de religion ou d'égalité des sexes. Aussi contre-intuitif que cela puisse paraître, nombreux sont les témoignages de femmes qui expliquent leurs croyances comme étant articulées autour de la famille, de la pratique de l'islam, de la frustration à l'égard de la politique intérieure et étrangère des États et d'expériences (perçues ou réelles) d'islamophobie. Certaines femmes, qui plus est, ne cachent pas leur déception quand Daesh ne parvient pas à assurer la sécurité ni à éliminer la discrimination dans leur « État prétendument post-racial ». Si dans certains cas, cela suppose de remettre en question leur identité et leurs croyances profondes vis-à-vis du califat idéal, dans d'autres, cela signifie tout simplement que Daesh n'est pas le groupe idoine pour parvenir à telles fins, rien de plus. Les croyances de ces femmes sont en outre conditionnées par les expériences vécues dans les camps de déplacés et au contact des forces de sécurité et institutions judiciaires irakiennes, kurdes, turques avec, plutôt que de rejeter la faute sur Daesh, un éventuel ressentiment à l'égard des autorités européennes et locales, responsables à leurs yeux de leur infortune. Elles peuvent ainsi se montrer méfiantes envers quiconque tenterait de favoriser leur retour ; les partisans de Daesh propagent des rumeurs sur des étrangères rentrant contre leur gré, au mépris de leurs droits, etc. De plus, certaines croyances extrêmes, y compris les normes et comportements liés au genre, peuvent avoir été banalisées sur le territoire de Daesh. Ainsi, les femmes rentrant dans leur pays d'origine sont plus ou moins disposées à collaborer avec des hommes. L'expérience des praticiens à ce jour révèle que les femmes qui rentrent chez elles font généralement confiance aux professionnels de la santé, mais pas aux autres, ce qui peut créer des tensions dans le cadre de la coopération entre organismes et signifie que la

³⁴ Human Rights Watch (2021) *Thousands of Foreigners Unlawfully Held*; Renard, T and R. Coolsaet (2020) *From Bad to worse*.

³⁵ Les évaluations structurées des risques professionnels constituent la meilleure des pratiques pour apprécier au mieux les risques dans les cas de radicalisation. Hart, S.D. & Logan, C. (2011). *Formulation of violence risk using evidence based assessments: The Structured Professional Judgment approach*. dans P. Sturmey & M. McMurrin (Eds.), *Forensic case formulation* (pp. 83-106). Chichester, Royaume-Uni : Wiley Blackwell. Logan, C & Lloyd, M (2018). *Violent extremism: A comparison of approaches to assessing and managing risk. Legal & Criminological Psychology*. DOI: 10.1111/lcrp.12140, p.3

collaboration des femmes avec les autorités peut être transactionnelle, traduire une acceptation de façade ou être subordonnée à la prestation de services ⁽³⁶⁾.

Comportements : Comme pour le travail de sortie, de désengagement et de déradicalisation en général, la prise en compte des conditions sanitaires et psychologiques sous-jacentes est une préoccupation immédiate. Il faut en particulier garder à l'esprit l'exposition potentielle des femmes à des violences liées au genre, à la violence conjugale et à la coercition au sein du couple, sans oublier la co-dépendance vis-à-vis de leurs enfants. Dès lors, la capacité d'agir des femmes est un sujet complexe et leurs histoires sont susceptibles d'être fragmentées et précaires. Comme en attestent certains éléments de preuve, les jeunes femmes ne sont pas épargnées par les comportements à risque, dont l'automutilation. Il est à noter que les femmes souffrant de SSPT ne sont souvent pas diagnostiquées, la faute à des symptômes ne concordant pas avec le tableau clinique des hommes. Chez celles qui échappent à la prison, la mise en place d'une routine est primordiale. Les praticiens devraient également veiller à programmer les rendez-vous et les réunions de manière à limiter l'impact sur les routines quotidiennes et les activités de R&R. Le fait, par exemple, de devoir se présenter au poste de police tôt le matin est susceptible d'interférer avec l'acte d'emmener les enfants à l'école.

Appartenance : À court comme à moyen terme, les professionnels doivent tisser des liens avec la famille des femmes rentrant dans leur pays d'origine, sans que l'on puisse toutefois préjuger de leur qualité d'atout ou de frein au processus de R&R. Savoir jauger le degré de soutien ou d'entrave au R&R des femmes devrait permettre de mieux cerner les besoins en autres formes d'assistance : réinstallation, logement ou services de traduction, pour n'en citer que quelques-uns. L'une des éventuelles préoccupations concerne la gestion de relations complexes concernant les rôles de garde des enfants rentrant avec leur mère. Ce rôle peut échoir à des membres de la famille élargie, des grands-parents, des parents d'accueil, voire aux autorités nationales ou locales. Ces personnes doivent bénéficier d'un soutien pour négocier les modalités d'implication de la mère dans les décisions ultérieures concernant l'éducation des enfants. Comme cela a été constaté par des praticiens français et belges, il est important d'accorder aux mères le temps de préparer leurs enfants et elles-mêmes à une probable séparation — de plusieurs années dans la plupart des cas. Une telle démarche suppose de rassurer les femmes quant à la sécurité de leurs enfants et à la façon dont elles pourront entrer en contact avec eux à l'avenir. La présence, à cette fin, d'autres femmes au vécu semblable est utile aux individus rentrant dans leur pays d'origine ; la tâche est toutefois plus ardue pour les femmes, la faute à un réseau d'entraide bien moindre avec moins « d'anciennes » ⁽³⁷⁾ que chez les hommes, le nombre de personnes rentrant dans leur pays d'origine étant généralement très faible. Le fait de disposer, autant que faire se peut, d'une assistance juridique et sociale visant à faciliter les démarches administratives dès le début permet d'éviter de trop repousser la réinsertion, en simplifiant l'accès au logement et à l'aide sociale, l'inscription auprès des médecins, des établissements scolaires, etc.

Besoins à moyen et court terme des femmes rentrant dans leur pays d'origine

Croyances : Il est important d'aider ces femmes à acquérir de nouveaux schémas de croyance et d'identité : toutes ne jugent pas leurs croyances « radicales », voire « extrémistes », elles préfèrent parfois minimiser leurs liens avec Daesh, certaines allant jusqu'à nier toute « exaction », mettant en avant leurs « intentions louables » à l'égard de leur famille et de leurs enfants. Certaines s'estiment trahies par leur pays d'origine en raison de la lenteur de leur rapatriement et une stigmatisation sociale de plus grande ampleur à leur retour peut exposer les femmes et les enfants aux arguments à venir de mouvements extrémistes prêts à surfer

³⁶ Commentaires anonymes lors de la réunion des praticiens EU PBC.

³⁷ Le terme anciennes fait référence à celles qui ont quitté des groupes extrémistes et viennent désormais en aide à d'autres personnes dans le cadre d'EXIT ou qui, de façon plus générale, sont à pied d'œuvre dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent.

sur toute vague d'islamophobie en Europe. Certaines se sentent dupées par Daesh, après avoir goûté à la contradiction entre rhétorique et réalité du soutien soi-disant apporté aux femmes, en particulier les jeunes filles persuadées d'avoir le choix pour leur mariage. Il est important de mieux sensibiliser les femmes aux vulnérabilités inhérentes à la radicalisation afin d'espérer réduire au minimum le risque de re-radicalisation et de ré-enrôlement — une crainte particulièrement légitime dès lors que leur vie leur paraît dénuée « de sens » ou « d'importance ». Les aider à se trouver un nouvel objectif et de nouveaux centres d'intérêt est crucial. Les professionnels ne peuvent partir du principe que les institutions religieuses locales disposent forcément des ressources ou connaissances nécessaires au réaligement des croyances des femmes. Il se peut en outre que les autorités aient à les rassurer. Les aumôniers de prison peuvent être mieux armés du fait d'une exposition plus importante aux traumatismes propres à la population carcérale générale.

Comportements : Pour parvenir à reprendre leur vie en main, les femmes ont besoin d'une formation et d'un emploi ; un emploi qui les valorise sous peine de les rendre plus vulnérables encore, à plus forte raison lorsqu'elles ont été déçues de la garde principale de leurs enfants. Les femmes devraient avoir la possibilité de s'émanciper et être acceptées comme des vecteurs potentiels de changement de sorte à réduire à long terme leur dépendance vis-à-vis de l'État. Et elles ont plus de mal, pour atteindre cet objectif, à intégrer le club des « ancien(ne)s », considéré comme le pré carré des hommes ⁽³⁸⁾. Il est important de travailler main dans la main avec les communautés locales, dans le cadre d'une campagne intégrée de protection contre l'extrémisme violent et de communication stratégique prenant en compte la dimension du genre, afin de multiplier les options offertes aux revenantes, limiter la stigmatisation au minimum, mais aussi combattre l'impression que l'on récompense les « mauvais comportements ». Il arrive que les études et l'emploi soient relégués au second plan pour les femmes aux premiers stades du retour, les praticiens privilégiant les efforts sur le rôle de mère et le soutien aux enfants. Instaurer de nouveaux modes d'éducation et de nouvelles relations parentales positives peut contribuer à pallier la codépendance qui a pu naître en Irak/Syrie, ou à surmonter la peur et la méfiance ayant pu s'immiscer entre la mère et les enfants du fait de leur situation. Il est important de ne pas oublier que certaines d'entre elles risquent de faire passer les besoins de leurs enfants avant les leurs. Un tel comportement peut alors laisser penser que l'aide et la surveillance de la R&R sont peu efficaces et entraîner leur suppression prématurée pour de mauvaises raisons.

Appartenance : Le manque généralisé de soutien familial durant leur détention ou à la sortie de prison est un enjeu de taille pour les délinquantes extrémistes, et tout porte à croire que les revenantes sont logées à la même enseigne. Il arrive qu'elles soient mises au ban pour avoir déshonoré leur famille ou que les familles soient complices et soutiennent leurs croyances et comportements extrémistes. À l'inverse, les praticiens constatent souvent que les familles des délinquants extrémistes hommes leur prêtent assistance et leur offre une protection et favorisent leur réadaptation. Il arrive que des mariages doivent être annulés ou des divorces prononcés afin de permettre un nouveau départ au sein des communautés. Les femmes rentrant dans leur pays d'origine peuvent entretenir des relations compliquées avec le(s) père(s) de leurs enfants et les réactions sont complexes. Il faut peut-être alors donner une nouvelle identité officielle aux enfants — en particulier quand la citoyenneté leur est transmise par les parents — et bien délimiter les droits de la famille du père, tout en sachant que de nouveaux conflits pourraient en découler. On ne peut partir du principe que les communautés sont forcément armées pour, voire même désireuses de voir ces femmes se réinsérer, et certains groupes n'hésitent pas exercer des pressions supplémentaires sur ces dernières pour les conforter dans leur soutien à Daesh ⁽³⁹⁾.

³⁸ Schmidt, R. (2020) Duped.

³⁹ RAN (2021) Document de conclusion; PBC & RAN (2021) Document de conclusion. Voir Pour approfondir.

Considérations spécifiques au genre à l'attention des praticiens

Immédiatement et à court terme

1. Traumatisme. Il ne saurait être attendu des femmes qu'elles soient immédiatement en mesure de discuter de et de gérer en toute cohérence les traumatismes nés de la vie en zone de conflit, dans les camps de déplacés et des violences antérieures liées au genre. Pour les femmes, bénéficier du soutien de professionnels formés au SSPT et à la violence à caractère sexiste peut favoriser une communication efficace avec les autres intervenants et leur rendre la R&R plus facile.
2. Repenser la maternité. Pour Daesh, la maternité est au cœur de l'idéologie et de la vie des femmes. Mais, considérée comme une arme, elle est fortement instrumentalisée pour le bien du groupe. Les femmes ont besoin d'aide pour redéfinir leur rôle de mère dans la pratique (à plus forte raison si elles n'en ont pas la garde principale) et tisser des liens adéquats avec leurs enfants dans ces nouveaux environnements.
3. Réseaux de soutien. Il est possible qu'à leur retour dans leur pays d'origine, les femmes ne puissent compter sur le soutien général de leur famille, et même si c'est le cas, cette dernière peut rechigner à discuter des expériences vécues par les femmes rentrant dans leur pays d'origine, un choix propre à entraver le processus de R&R. Les praticiens peuvent devoir aider ces personnes à identifier des alternatives aux réseaux de soutien conventionnels. Les familles et autres réseaux de soutien ont donc besoin de conseils et d'être eux-mêmes épaulés pour pouvoir soutenir la femme rentrée dans son pays d'origine (et ses enfants).
4. Planifier les rendez-vous et le soutien. Les services concernés et la personne rentrant dans son pays d'origine doivent se concerter pour perturber le moins possible les efforts déployés par cette dernière pour retrouver une vie normale — en évitant notamment de fixer des rendez-vous à l'heure de déposer ou d'aller chercher les enfants à l'école. Des femmes ont également fait état de praticiens qui sous-estiment et balaient d'un revers de la main leurs soucis, expériences et idées, et déplorent de ne pas être « prises au sérieux ». Des efforts doivent être consentis pour instaurer un climat de coopération et de confiance.

Moyen et long terme

1. Compétences transférables. Alors que les hommes remplissaient divers rôles au sein de Daesh ⁽⁴⁰⁾, les règles strictes de ségrégation entre hommes et femmes cantonnaient ces dernières aux tâches domestiques et familiales. Sans compter que leur expérience professionnelle antérieure est souvent restreinte. La formation professionnelle et le développement de compétences transférables n'en sont donc que plus importants. La R&R des femmes nécessite par conséquent un soutien financier externe et de la (re)formation. On a tendance à considérer les activités « traditionnelles » des femmes (couturière, esthéticienne, etc.) comme appropriées. Or, on risque ainsi de conforter involontairement les représentations des genres de Daesh, de dévaloriser leurs autres centres d'intérêt et leur niveau d'études, les écartant de fait de certaines professions (travail auprès d'enfants ou de personnes vulnérables, par exemple). D'autres emplois potentiels peuvent ne pas convenir du fait de décisions administratives — par exemple,

⁴⁰ Daesh s'est posé en autorité de gouvernance, installant de ce fait des hommes à divers postes visant à assurer le bon fonctionnement de sa société. L'organisation a recouru à des extrêmes de violence, la banalisant au quotidien pour asseoir sa main mise sur la population vivant sur son territoire, y compris au sein même du groupe. Un aspect qu'il convient de ne pas sous-estimer dans notre analyse. Les deux dernières années, la violence et la lutte contre les forces extérieures sont devenues le quotidien des hommes, bouleversant ainsi la dynamique des familles et la vie des femmes au sein de Daesh. (Brown 2018).

un travail de traduction ou de codage informatique à domicile requiert un accès illimité à l'ordinateur, ce qui peut être interdit.

2. Double déviance des femmes. À leur retour, les femmes doivent encore faire face à la honte et à l'infamie. Pour leurs communautés, la transgression est double : avoir soutenu le terrorisme et l'extrémisme violent d'une part, être allées à l'encontre des conventions de genre d'autre part. Les praticiens doivent réfléchir à la manière la plus efficace de collaborer avec les communautés afin de limiter la stigmatisation et l'alarmisme.
3. Donner un nouveau « sens ». Les activités de réorientation doivent avoir un sens et permettre d'occuper l'emploi du temps, deux aspects à prendre impérativement à compte. Un travail sur les conventions de genre en vigueur au sein de la communauté locale peut aider les femmes à s'y réinsérer. Si toutefois la décision de rejoindre Daesh était motivée par une volonté de s'en affranchir, une telle entreprise est, à terme, vouée à l'échec.
4. Identifier des objectifs réalisables et réduire progressivement les interventions. Les objectifs souvent identifiés, en matière de déradicalisation et de travail de sortie, s'appuient sur des normes masculines ne convenant pas toujours aux femmes. Les responsabilités relatives à la garde des enfants peuvent rendre impossible un travail à temps plein. L'accès et la pratique de sports collectifs sont généralement plus restreints pour les femmes, toutes les mosquées ne disposent pas de l'espace ou du personnel nécessaire pour encadrer les femmes rentrant dans leur pays d'origine. En outre, les mosquées dans certaines communautés musulmanes étant rarement fréquentées par les femmes, une telle entraide serait jugée culturellement inconvenante.
5. Établir la confiance entre institutions et avec les femmes rentrant dans leur pays d'origine et leurs familles. Une gestion rigoureuse des cas, le partage d'informations (dans le respect des codes de conduite professionnelle) et la coordination entre les institutions et toutes les parties prenantes contribuent à dissiper la méfiance née d'exigences, d'objectifs et de conseils contradictoires, ainsi que de résultats promis et pas atteints ; cela concourt aussi à diminuer la non-conformité ou la conformité de façade et à faire face aux changements de personnel chez les praticiens.
6. Travailler avec la société et les communautés locales dans le cadre d'une stratégie intégrée de protection contre l'extrémisme violent sensible au genre, pouvant aborder des thématiques plus globales de marginalisation, de discrimination et d'islamophobie. Cela peut aussi consister à améliorer les mécanismes généraux de protection des femmes contre toutes les formes de violence (VEF) et à intégrer le programme de paix et de sécurité des femmes au niveau national et européen.

Approches en matière de réadaptation et de réinsertion

Trois modèles génériques de R&R se dégagent de l'analyse des interventions européennes destinées aux femmes de retour dans leur pays ⁽⁴¹⁾. Les premiers portent sur des modèles parentaux visant à donner/rendre à la femme le statut de « bonne mère », à renforcer les relations et à tirer parti de ses motivations réelles ; on trouve ensuite des modèles de bien-être axés sur les aspects physiques, mentaux, émotionnels et spirituels de la femme rentrant dans leur pays d'origine ; et enfin des modèles de déradicalisation et de sécurité centrés sur son sentiment d'appartenance, ses croyances et ses comportements. Une autre étude mondiale préconise un cadre intégré à cinq niveaux (individuel, familial, éducatif, communautaire et sociétal) et définit cinq objectifs majeurs : 1) promouvoir la santé mentale et le bien-être de l'individu ; 2) promouvoir l'aide de la famille ; 3) promouvoir la réussite scolaire ; 4) promouvoir

⁴¹ Brown and Mohammed (à paraître). ICCT.

le soutien de la communauté ; et 5) améliorer les conditions structurelles et protéger la sécurité publique ⁽⁴²⁾.

Secteurs de la sécurité et de la justice

Même si la partie sécurité et justice traite principalement du triage et des éventuelles poursuites (le T&P dans TPRR), son influence sur le processus et le contexte du R&R n'est pas négligeable. Les recherches menées par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme des Nations unies (UNCTED) sur les procédures judiciaires ont mis en lumière un « préjugé sexiste persistant dans les pratiques de condamnation, les femmes accusées de fournir un soutien matériel à des groupes terroristes écopant de peines comparativement plus clémentes, au motif qu'elles auraient été dupées par des moyens frauduleux » ⁽⁴³⁾. Même si l'on considère que les outils d'évaluation ne consistent pas seulement à cocher des cases et exigent un jugement professionnel, ils ont été conçus à partir d'ensembles de données et modèles de radicalisation non différenciés selon le genre (autrement dit, ils considèrent que la radicalisation telle qu'on la rencontre chez les hommes est la norme). De tels outils sont donc moins pertinents pour déterminer le risque continu de récidive et la déradicalisation chez les femmes extrémistes. Cette situation renforce le risque de nouvelle radicalisation et sape les efforts consentis en matière de R&R ⁽⁴⁴⁾. Les bonnes pratiques existent. C'est notamment le cas aux Pays-Bas où 15 femmes condamnées pour terrorisme ont été placées dans un quartier de haute sécurité spécial doté d'un centre adapté à la visite des enfants et dans lequel on propose des activités de formation et de R&R adaptées au genre.⁽⁴⁵⁾ En Allemagne, l'on a fait état de cas d'enfants montrant peu d'intérêt à maintenir des liens suivis avec leur mère (en détention), ce qui soulève la question à plus long terme de l'identité des femmes et de leur sentiment d'appartenance à la société, et par là même de leur réinsertion ⁽⁴⁶⁾. En d'autres termes, si donner la priorité au désengagement ou à la réinsertion à court terme (en agissant sur les comportements) peut paraître judicieux, il ne faut surtout pas faire abstraction de leurs croyances et de leurs schémas d'appartenance ⁽⁴⁷⁾.

Secteur social et santé

L'un des premiers points à considérer concernant ces secteurs est de savoir si le retour ou la libération est subordonné à l'acceptation de leur soutien ou s'il s'agit d'une démarche volontaire. Une participation volontaire est censée donner des résultats plus durables — un refus de coopérer n'est toutefois pas sans conséquence sur le bien-être des enfants et il convient de les surveiller, que les femmes de retour dans leur pays acceptent ou non le soutien proposé. Il est important que ces secteurs fassent la distinction entre les femmes rentrant dans leur pays d'origine et leurs enfants, avec peut-être chacun leurs travailleurs sociaux dédiés afin de bien cerner leurs besoins respectifs et de les défendre au mieux. En Suède, par exemple, les femmes de retour au pays considèrent leur mode d'éducation comme celui d'une « bonne mère », faisant ainsi valoir qu'elles ont fait passer les besoins de leurs enfants avant les leurs et que leurs méthodes éducatives sont le reflet de valeurs positives. Les praticiens invitent toutefois à la prudence quant au postulat selon lequel les femmes feraient primer le bien-être de leurs enfants. Et de citer des exemples de mère qui se sont servies de leurs

⁴² Weine, S., et. a. 2020 Rapid Review.

⁴³ CTED (2019) Analytical Brief on the prosecution of ISIL Associated Women; CTED (2019) Gender Dimensions.

⁴⁴ CTED (2019) Analytical Brief on the prosecution of ISIL Associated Women.

⁴⁵ RAN (2020) *Spotlight: Prisons, Rehabilitations and Reintegration*. Voir aussi la section 4.7 ONUDC (2016) Manuel.

⁴⁶ Anonyme. Cf. Pour approfondir.

⁴⁷ RAN (2019) Gender Specific Approaches to Exit; RAN (2020) Exit Best Practices Collection.

enfants de manière stratégique afin de précipiter leur retour en Europe, sans pour autant se départir de leurs croyances et comportements radicaux ⁽⁴⁸⁾.

Les secteurs de la santé et de l'aide sociale privilégient d'abord le soutien et la protection sociale afin d'apporter sécurité et stabilité dans le nouveau contexte pour les femmes qui rentrent dans leur pays. Les praticiens doivent en outre admettre que la honte sociale et les conventions en vigueur au sein de leur communauté interdisent souvent aux femmes de parler de leurs traumatismes ou expériences. Trouver des réseaux pour les femmes peut vouloir dire solliciter des groupes de soutien équivalents ou semblables — comme les associations de lutte contre la violence domestique ou d'aide aux réfugiés — et collaborer avec ces groupes afin de tenir compte des expériences des femmes rentrant dans leur pays d'origine dans toute leur diversité ⁽⁴⁹⁾. Les praticiens doivent prendre en considération non seulement les besoins physiques immédiats (y compris les soins postnatals et néonataux), mais également le soutien médical psychologique, ces femmes présentant également des symptômes de SSPT, de dépression, d'anxiété et autres troubles. Or, les femmes préfèrent parfois les occulter par crainte de se voir retirer la garde principale de leurs enfants ou pour prouver qu'elles ne sont pas vulnérables à l'extrémisme ou qu'elles ne représentent pas une menace pour la sécurité ⁽⁵⁰⁾. Au Kosovo, des soins continus étaient dispensés dans des centres médicaux de proximité (en privilégiant une approche sans criminalisation) plutôt que dans des établissements spécialisés centralisés. L'idée est que la réinsertion des femmes au sein des communautés s'en trouve facilitée ⁽⁵¹⁾.

Éducation et emploi

Le secteur de l'éducation se concentre avant tout sur l'éducation des enfants et cherche à déterminer s'ils peuvent intégrer l'éducation nationale ordinaire ou s'ils ont besoin d'un accompagnement supplémentaire ou d'une scolarisation spéciale. Pour les praticiens travaillant sur les besoins des enfants, il est important d'évaluer dans quelle mesure les établissements scolaires maternels et ultérieurs doivent être mis au courant des agissements des parents et des expériences vécues en Irak ou en Syrie. Il faut donc considérer séparément les enfants de retour dans leur pays ⁽⁵²⁾. Assurer la R&R des femmes rentrant dans leur pays d'origine et de leurs enfants à long terme passe par la mise en place de bons rapports de travail et de communication avec ces institutions, en s'assurant qu'elles sont bien armées pour gérer les comportements pouvant apparaître à l'école du fait d'un traumatisme.

Pour les femmes plus âgées et adolescentes rentrant dans leur pays d'origine, des formules d'éducation pour adultes peuvent être davantage indiquées, à plus forte raison en cas de départ peu de temps avant la fin de l'enseignement obligatoire. Cet aspect relève une importance particulière dans le cas d'adolescentes plus âgées ayant assumé des responsabilités d'adultes en Irak et en Syrie. Elles risquent en effet de ne pas supporter d'être traitées comme des enfants dans les écoles. On peut également envisager des offres d'apprentissage à distance afin de concilier l'acquisition de compétences et de qualifications à l'exercice d'une profession et la tenue d'un foyer familial. Décrocher un emploi stable est souvent considéré comme indispensable à une bonne R&R ; or, cela peut prendre plus de temps pour les femmes, du fait de leurs responsabilités familiales et de leur manque d'expérience préalable. Concernant les secteurs de l'emploi et de l'aide sociale pour les femmes rentrées dans leur pays, proposer des activités bénévoles adaptées dans le secteur caritatif peut se révéler plus propice à la R&R qu'insister à tout prix sur une entrée sur le marché du travail. À ce stade, la prise en compte de l'éducation et de l'emploi pour les femmes

⁴⁸ Anonyme. Voir Pour approfondir.

⁴⁹ Les associations d'aide aux réfugiés ne sont pas toujours les mieux placées pour assister les femmes de retour au pays, dont la présence peut réveiller des traumatismes chez les réfugiés syriens et irakiens déjà soutenus par ces organisations.

⁵⁰ Sischka, K. 2020 Female Returnees and their children.

⁵¹ RAN (2019) Visite d'étude - Femmes et enfants rentrés au pays.

⁵² Brown & Mohammed (à paraître)

adultes rentrées d'Irak et de Syrie reste hypothétique, la principale priorité étant le rapatriement et la réponse à apporter aux besoins sociaux et psychologiques immédiats. Cela n'empêche pas des praticiens du Kosovo – où la R&R est une réalité depuis plus longtemps – de souligner l'importance de valoriser les compétences des femmes et de privilégier des formes d'emploi indépendant qui, en matière de R&R, donnent de meilleurs résultats à long terme ⁽⁵³⁾.

PEV et partenaires municipaux

Les conseils internationaux en matière de processus de TPRR préconisent de corréliser la R&R aux efforts plus larges de réadaptation. Par conséquent, il est indispensable de travailler très tôt avec les structures communautaires locales, en particulier les organisations dirigées par et centrées sur les femmes, afin de permettre aux communautés de s'impliquer et de lutter contre la stigmatisation. Collaborer avec de telles organisations pour informer les communautés au sujet des expériences des femmes et apaiser leurs craintes sont autant d'aspects indispensables au succès à long terme de la R&R. Alors qu'une grande partie du travail de protection et de lutte contre l'extrémisme violent (P/CVE) se concentre en outre sur les hommes ou les garçons, jugés vulnérables à la radicalisation, et sur les femmes et les filles en tant que facteurs de protection, les praticiens de la P/CVE se doivent de réviser leurs hypothèses fondées sur le genre à cet égard s'ils veulent espérer soutenir véritablement les femmes rentrant dans leur pays d'origine. Qui plus est, des initiatives de P/CVE ont été pointées du doigt pour avoir trop peu pris en compte la dimension de genre. La R&R des personnes rentrant dans leur pays exige donc des partenaires PVE et municipaux qu'ils s'adressent aux femmes de retour dans leurs communautés et établissent des relations avec elles. À Strasbourg, la ville s'est impliquée de manière active et les visites d'étude du RAN s'y sont révélées particulièrement instructives ⁽⁵⁴⁾. Si les efforts déployés pour reconnaître les chefs religieux (dans le cadre d'un programme de formation spécifique) en relation avec la P/CVE et, par extension, le processus de TPRR sont louables, on ne peut que déplorer l'absence de toute référence aux besoins propres aux femmes ou à leur leadership.

L'expérience de Göteborg en Suède montre que les praticiens ne peuvent tenir pour acquis que la communauté locale constitue un environnement sûr pour les femmes rentrant dans leur pays d'origine et que la préservation de l'anonymat peut poser problème dès lors que le processus de R&R est mené au sein de communautés d'origine, où les femmes et leurs familles sont déjà bien connues. Par ailleurs, l'importance de rattacher la R&R à un dispositif plus large de P/CVE y a été démontrée, compte tenu de la topologie de la radicalisation et de l'affiliation à l'extrémisme ou au terrorisme. Selon ces mêmes travaux, les postulats antérieurs (dominés par les hommes) quant aux moteurs de la radicalisation ne sont pas vérifiés, étant donné le pourcentage (relativement) élevé de femmes converties au sein de cette catégorie de population. ⁵⁵

Enseignements d'ordre général

Ce bref tour d'horizon de la R&R à travers différents secteurs en Europe est forcément généraliste compte tenu de la diversité des pratiques et du peu d'études comparables et longitudinales consacrées aux femmes revenant d'Irak ou de Syrie, la priorité étant actuellement donnée au triage et au rapatriement. Il n'en demeure pas moins que certaines considérations pratiques liées au genre en émergent :

- Les professionnels et praticiens ne sont pas spécialistes en TPRR et leur expertise en matière de P/CVE ou de travail de sortie n'est établie que dans quelques pays. Or, ils sont

⁵³ RAN (2019) Visite d'étude Femmes et enfants rentrés au pays.

⁵⁴ RAN (2019) Visite d'étude Strasbourg.

⁵⁵ Anonyme. Voir aussi RAN (2021) Document de conclusion; RAN (2021) Repatriation; RAN & PBC (2021) Document de conclusion.dans Pour approfondir.

amenés à gérer les femmes rentrant dans leur pays d'origine en parallèle de leurs dossiers courants et avec, bien souvent, des ressources limitées. Par la force des choses, leur manque de connaissances professionnelles concernant Daesh et les femmes qui rentrent dans leur pays est un fait. Même les personnes issues de la sécurité ou du contre-terrorisme ne sont guère habituées à travailler avec des femmes. Néanmoins, les professionnels peuvent se prévaloir d'une grande expérience du travail avec des victimes de traumatisme, de violence et de maltraitance faites aux femmes. C'est là un atout inestimable pour savoir appréhender les besoins propres aux femmes rentrant dans leur pays d'origine.

- Donner la priorité aux besoins immédiats et à court terme tend à étayer l'approche non sexiste de la gestion des personnes rentrées au pays et de la décontextualisation de leur R&R. Les professionnels doivent se montrer plus proactifs dans leurs rapports avec les communautés censées accueillir les femmes à leur retour et établir des relations de confiance avec les responsables femmes et les groupes animés par des femmes.
- De la confiance et des partenariats performants entre les autorités, les professionnels et les femmes qui rentrent au pays sont les ingrédients indispensables au succès de la R&R. Toutefois, en dépit de la coopération interinstitutionnelle, ces efforts sont encore et toujours perturbés par des objectifs flous ou contradictoires, par l'instrumentalisation (de toute part) des « enfants rentrant dans leur pays d'origine », par une communication déficiente ou par la rétention d'informations.

Les approches sensibles au genre devraient s'attacher à respecter les besoins des personnes rentrant dans leur pays d'origine, inhérents à leur genre, et à considérer le genre comme une partie intégrante de l'identité d'une personne. Le rôle central du genre dans les expériences des personnes rentrant dans leur pays d'origine et dans l'idéologie de Daesh en fait un aspect qu'il faut impérativement prendre en compte. Les approches sensibles au genre exigent des professionnels qu'ils se penchent sur les hypothèses antérieures concernant les motivations et les comportements des femmes dans les territoires contrôlés par Daesh. Cela permet de réfléchir à la manière dont les idées sur la féminité (et la masculinité) alimentent les discours sur le soi que construisent les personnes de retour au pays afin de mieux comprendre leur vie passée et à venir. Cela aide également les praticiens à se poser la question de l'adéquation au genre des activités, des lieux et des structures des interventions du processus de TPRR. Les approches sensibles au genre en matière de TPRR intègrent le fait que le genre est également source d'entraves spécifiques à la R&R des femmes.

S'attaquer aux lacunes des approches sensibles au genre

Nulle intervention n'est véritablement neutre et tout praticien impliqué dans un processus de TPRR se doit de toujours réfléchir à la manière dont l'approche retenue répond bien aux besoins propres aux femmes de retour dans leur pays. Une chose est sûre : les efforts et l'expertise déployés afin de les soutenir à court terme et au moment de leur rapatriement sont considérables. L'intérêt suscité par le soutien apporté à ces femmes à moyen et long terme, en revanche, semble avoir été bien moindre. Alors que les enfants inspirent la compassion et jouissent d'une protection juridique en tant que victimes et que les hommes sont, à juste titre, traités avec prudence au titre de menaces évidentes pour la sécurité, les femmes rentrant dans leur pays d'origine ont bien plus de mal à être classées dans l'une ou l'autre de ces catégories (même si elles peuvent être assimilées aux deux lors du triage). Leur R&R n'a jamais été une priorité jusqu'à présent. Un phénomène qui s'explique en partie par le cloisonnement et le caractère exceptionnel du processus de TPRR au regard des mesures plus larges de P/CVE. Des expériences à travers le monde attestent de l'importance d'inclure le processus de TPRR dans une stratégie intégrée de P/CVE et de FPS, encourageant de fait politiques et praticiens à reconnaître la diversité des rôles, besoins et sécurité des femmes.

S'abstenir d'une telle démarche tend non seulement à limiter l'efficacité de la P/CVE et du processus de TPRR, mais déroge également aux obligations internationales en matière de droits humains ⁽⁵⁶⁾. Deuxièmement, les velléités de formalisation des politiques en la matière sont contrariées, par crainte, semble-t-il, de créer des précédents et d'imposer des obligations à l'État. Troisièmement, bien que sans rapport avec la P/CVE, le processus de TPRR est inscrit dans le discours au cœur du contre-terrorisme et de la sécurité et, en tant que tel, est bridé par les postulats dans ces domaines, qui ne tiennent pas compte du genre et sont dictés par les hommes – alors même que, dans la pratique, les professions afférentes à la R&R sont plutôt l'apanage des femmes ⁽⁵⁷⁾.

Dans cette perspective, nous attirons l'attention des professionnels et des décideurs politiques sur les étapes suivantes :

- Formation. Il ne saurait être attendu des professionnels qu'ils deviennent des experts de Daesh. Toutefois, ils doivent rester vigilants vis-à-vis des a priori sur le genre et des partis-pris inconscients quant au terrorisme. Une formation sensible au genre ne devrait pas négliger l'intersectionnalité et tenir compte des aspects religieux, raciaux et culturels. L'expérience montre que les idées reçues professionnelles et sociales sur les décisions prises par les femmes en Irak/Syrie sont influencées par le genre et la culture, ce qui conduit à des évaluations biaisées. Il faut donc, pour les pallier, une pleine participation à des formations nationales et professionnelles appropriées en matière d'intégration de la dimension de genre et de sensibilisation aux questions de genre.
- Adapter les indicateurs et les outils existants afin d'y intégrer des critères et des caractéristiques spécifiques au genre et tenant compte du genre. Les processus et indicateurs de TPRR sensibles au genre devraient aussi être adaptés du point de vue culturel à la communauté à laquelle appartiennent les femmes rentrant dans leur pays d'origine. Ainsi les communautés musulmanes n'étant pas homogènes, les normes et responsabilités liées au genre varient. Cela ne signifie pas pour autant que les praticiens doivent partir du principe que le plus conservateur ou traditionaliste des responsables d'une telle communauté en est forcément la figure de proue.
- Préparation et implication précoce de la P/CVE. Épauler les communautés en amont des efforts de R&R — en particulier, a) aider les communautés à discuter du retour des femmes afin d'éviter que les avis ne soient dictés par les rumeurs et stéréotypes b) constituer des ressources destinées à soutenir les femmes et la communauté de manière à éviter que les « mauvais comportements » ne soient récompensés au détriment de la communauté c) renforcer les ressources et l'aide déjà disponibles pour les femmes au sein de la communauté et des organisations qui leur sont destinées. Procéder de la sorte permet de minimiser la stigmatisation, de faire tomber les entraves à la R&R et de faire reculer la récidive, tout en soutenant les objectifs d'intégration de la dimension de genre dans la P/CVE.
- Mesurer le succès. Soutenir chaque femme et ses enfants sur le long terme ; reconnaître que le processus de R&R n'est pas linéaire et que les besoins évoluent au fil du temps. Pour que la R&R soit une réussite, les femmes doivent s'affranchir de l'étiquette de personne rentrant dans son pays d'origine et redéfinir leur identité en fonction de leur propre situation. Les praticiens doivent donc s'assurer que les mesures visant à garantir la réussite du processus de R&R et les indicateurs servant à évaluer le retrait proportionné et mesuré des interventions et du soutien, sont bien adaptés au genre.

⁵⁶ Brown, K.E. (2019) Gender Mainstreaming in PVE; ONU Femmes (à venir) *Document stratégique*.

⁵⁷ Ní Aoláin & Huckerby. 2018. Gendering Counterterrorism (1^{ère} et 2^e parties) ; Pearson, Winterbotham & Brown (2021) Countering Violent Extremism.

Conclusion

Le processus de TPRR pour les femmes (et leurs enfants) de retour d'Irak et de Syrie doit être proportionné, axé sur les besoins et s'inscrire dans la durée. Il doit prendre en compte les expériences, liées au genre, de la radicalisation et de l'affiliation, être attentif aux besoins propres aux femmes rentrant dans leur pays d'origine dans une perspective de R&R holistique et à long terme, et rattacher le processus de TPRR aux efforts plus vastes de P/CVE. Dans le cas contraire, les résultats obtenus risquent d'être équivoques et les professionnels, les décideurs politiques et les femmes qui rentrent chez elles d'être confrontés à l'incertitude. Le triage et les poursuites judiciaires ont été liés au rapatriement et à une attention particulière portée à l'évaluation des menaces pour la sécurité. L'impact de ces étapes de R&R doit être considéré avec attention. Jusqu'à présent, la réadaptation des femmes (et de leurs enfants) était principalement axée sur le traitement des traumatismes psychologiques liés à leur séjour en Irak et en Syrie, tandis que les efforts de réinsertion se concentrent actuellement sur la satisfaction des besoins fondamentaux (logement, identité, revenus). La priorité a été donnée à la lutte contre les comportements extrémistes. L'étape suivante vise à aborder les modes d'appartenance et de croyance qui rendent les femmes vulnérables à l'extrémisme. Dans les cas de faible niveau d'affiliation et de coercition (sous quelque forme que ce soit) avérée, il faut également encourager de nouvelles formes d'appartenance et de croyance. Le genre est un élément fondamental de l'expérience des individus de retour au pays et guide leurs besoins à long terme. L'adoption d'approches sensibles au genre est donc une nécessité.

Pour approfondir

1. PBC & RAN (2021) Document de conclusion : *Management of Relationships Between Child Returnees and Their Mothers*. EU & RAN Policy Support.
2. RAN (2017) *Manuel RAN : Interventions destinées aux personnes qui rentrent dans leur pays d'origine : Combattants terroristes étrangers et leurs familles*. https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/ran_br_a4_m10_fr.pdf
3. RAN (2019) *Article ex-post. Gender Specific approaches in Exit work*. Rome. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/about-ran/ran-exit/docs/ran_exit_gender_specific_approaches_rome_22-23_102019_en.pdf
4. RAN (2019) *Studying an Ongoing Experience on the Ground*. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/ran-papers/docs/ran_study_visit_kosovo_11_10122019_en.pdf
5. RAN (2021). *Les combattants terroristes étrangers et leur famille de retour dans leur pays : European experiences & lessons for P/CVE*. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/ran-papers/docs/ran_ad-hoc_repatriated_ffs_june_2021_en.pdf
6. RAN (2021) *Document de conclusion : Dealing with returning children and their mothers from Daesh: taking stock and going forward*. https://ec.europa.eu/home-affairs/networks/radicalisation-awareness-network-ran/publications/ran-fcs-multi-meeting-dealing-returning_en

À propos de l'auteur :

Katherine E. Brown est maître de conférence en religion et sécurité mondiale à l'université de Birmingham, au Royaume-Uni. Elle est spécialisée dans les questions de genre, le jihad et le contre-terrorisme. Ses recherches sont en prise directe avec les débats publics sur la sécurité, la radicalisation, l'islamophobie et les droits des femmes. Elle bénéficie, pour son travail en matière de politiques, de fonds de l'ONU Femmes, du PNUD, du British Council, de Research England et de l'OTAN. Elle a publié de nombreux ouvrages, dont *Making CVE Work : Making Gender Matter* (2021); *Gender, Religion and Extremism* (2020); *Gender-Mainstreaming Principles and Priorities in PVE* (2019).

Bibliographie

Union Africaine (2018) Document relatif aux piliers de la collaboration pour le triage, les poursuites, la réadaptation et la réinsertion. Commission du bassin du lac Tchad.
<https://www.peaceau.org/uploads/annexe-3-document-relatif-pour-le-triage-poursuites-rehabilitation-et-reintegration.pdf>

Al-Dayel, N. (2021) Sexual Suppression and Political Agency: Evoking a Woman's Support for the Islamic State, *Studies in Conflict & Terrorism*, 44:3, pp. 223-247

Allan, H., Glazzard, A., Jespersen, S., Reddy-Tumu, S., and Winterbotham, E. (2015) *Drivers of Violent Extremism : Hypotheses and Literature Review*. Londres : Royal United Services Institute.

Annamaneni K. (2019) For ISIS Children, Returning Home to Europe Meets Resistance. *New York Times*. 15 août <https://www.nytimes.com/2019/08/15/world/europe/isis-children-belgium.html>.

BBC (2020) Germany and Finland bring home women from Islamic State camps. BBC News 20 décembre 2020. <https://www.bbc.co.uk/news/world-europe-55387991>

Brown, K. E. (2018) "Gendered Violence in the making of the proto-state Islamic State" in Parashar, S. et al. (Eds.) *Revisiting Gendered States*. Oxford : OUP. pp.174-190

Brown, K.E. (2019) *Gender Mainstreaming in PVE: Principles, Dimensions and Priorities for PVE*. ONU Femmes. New York. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2019/09/gender-mainstreaming-principles-dimensions-and-priorities-for-pve>

Brown, K. E. and Mohammed, F. N (à paraître) *Gender Sensitive Approaches to FTF Child Returnee Management*. ICCT.

Conseil de l'Europe. (2021) La Commissaire publie des observations sur le rapatriement des ressortissants européens retenus dans les camps du nord-est syrien. Strasbourg. 2 juillet.
<https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/commissioner-publishes-her-observations-on-the-repatriation-of-european-nationals-held-in-camps-in-north-east-syria>

Comité contre le terrorisme (CTC) (2018) *Principes directeurs de Madrid et leur addendum*. S/2-15/939 et S/2018/1177. ONU.
<https://www.un.org/securitycouncil/ctc/sites/www.un.org.securitycouncil.ctc/files/files/documents/2021/Jan/security-council-guiding-principles-on-foreign-terrorist-fig.pdf>

Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (CTED) (2019) *Analytical Brief on the prosecution of ISIL Associated Women*. ONU.

<https://www.un.org/securitycouncil/ctc/sites/www.un.org.securitycouncil.ctc/files/files/documents/2021/Jan/security-council-guiding-principles-on-foreign-terrorist-fig.pdf>

Direction exécutive du Comité contre le terrorisme CTED (2019) *Gender Dimensions of the Response to Returning Foreign Terrorist Fighters: Perspectives de recherche*. Trends Report. Février. https://eeradicalization.com/up/Feb_2019_CTED_Trends_Report.pdf

Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (CTED) (2021) *Covid Analysis*. Conseil de sécurité de l'ONU. https://www.un.org/securitycouncil/ctc/sites/www.un.org.securitycouncil.ctc/files/files/documents/2021/Jun/cted_covid_paper_15june2021_1.pdf

Cook, J., and G. Vale (2019) From Daesh to 'Diaspora' II: The Challenges Posed by Women and Minors After the Fall of the Caliphate. CTC Sentinel 12(6) <https://ctc.usma.edu/daesh-diaspora-challenges-posed-women-minors-fall-caliphate/> Or <https://icsr.info/wp-content/uploads/2019/07/ICSR-Feature-From-Daesh-to-'Diaspora'-II-The-Challenges-Posed-by-Women-and-Minors-After-the-Fall-of-the-Caliphate.pdf>

Daesh, (2014) "Fatwa 46 – Question: What Is the Ruling on the Issue of Some of the Wives of Martyred Brothers Who Travel with the Children of the Mujahidin to Territories of Disbelief?," *Research and Fatwa Issuance Committee*, 18 December.

Daesh, (2014) "Fatwa 48 – Question: What Is the Ruling on Permissibility of Travel for Muslims at Large?," *Research and Fatwa Issuance Committee*, 21 December.

Daesh, (2016) « Document sans titre [lettre d'Abu Fahd al-Tūnisī], » 19 juin 2016.

Dawson, L. (2021) "A Comparative Analysis of the Data on Western Foreign Fighters in Syria and Iraq: Who Went and Why?" *Document de recherche ICCT*. <https://icct.nl/app/uploads/2021/02/Dawson-Comparative-Analysis-FINAL-1.pdf>

[Deutsche Welle \(DW\) \(2021\) German Court Jails IS Bride for Crimes Against Humanity. 25 octobre. https://www.dw.com/en/german-court-jails-is-bride-for-crimes-against-humanity/a-59615161](https://www.dw.com/en/german-court-jails-is-bride-for-crimes-against-humanity/a-59615161)

[Dolz, \(2019\) The Jihadist Women Spain Wants to Bring Back Home. El Pais. 2 avril. https://english.elpais.com/elpais/2019/04/02/inenglish/1554188473_573194.html](https://english.elpais.com/elpais/2019/04/02/inenglish/1554188473_573194.html)

Gan, R., Seng Neo, L., Chin, J., & M. Khader (2019) Change is the Only Constant: The Evolving Role of Women in the Islamic State in Iraq and Syria (ISIS), *Women & Criminal Justice*, 29:4-5, pp.204-220.

Hadayah (2020) *Blueprint of a Rehabilitation and Reintegration Center: Guiding Principles for Rehabilitating and Reintegrating Returning Foreign Terrorist Fighters And Their Family Members*. EAU. <https://www.hedayahcenter.org/wp-content/uploads/2021/01/Final-Version-Blueprint-of-a-Rehabilitation-and-Reintegration-Center-FullVersion.pdf>

Human Rights Watch (2021) Thousands of Foreigners Unlawfully Held in North Eastern Syria. 23 mars. <https://www.hrw.org/news/2021/03/23/thousands-foreigners-unlawfully-held-ne-syria>

ITV News (2020) Twin Sisters Detained. 23 août. <https://www.itv.com/news/2020-08-23/british-twin-sisters-detained-in-high-security-detention-centre-after-trying-to-escape-refugee-camp>

- Khelghat-Doost, H. (2017). Women of the Caliphate: The Mechanism for Women's Incorporation into the Islamic State (IS). *Perspectives on Terrorism*, 11:1, pp. 17-25
- Khelghat-Doost, H. (2021) *The Strategic Logic of Women in Jihadi Organizations*. Springer.
- Koller, S. (2020) *Reintegration of Returnees from Syria and Iraq: Issue Paper from InFoEx Workshop, Berlin, December 05-06, 2019*. DGAP. Berlin.
https://dqap.org/en/research/publications/reintegration-returnees-syria-and-iraq#_ftn13
- Lahoud, N. (2017) Can Women Be Soldiers of the Islamic State?, *Survival*, 59:1, pp. 61-78
- Ní Aoláin, F. and Huckerby, J. 2018. Gendering Counterterrorism: How to, and How Not to – Part I. *Just Security* <https://www.justsecurity.org/55522/gendering-counterterrorism-to/>
- Ní Aoláin, F and Huckerby, J. 2018. Gendering Counterterrorism: How to, and How Not to – Part 2 *Just Security*. <https://www.justsecurity.org/55670/gendering-counterterrorism-to-part-ii/>
- OSAGI (2001) *Factsheet: Gender mainstreaming: strategy for promoting gender equality*.
https://www.humanrights.ch/cms/upload/pdf/070822_factsheet1.pdf
- Pearons, E., Winterbottham, E. and Brown, K. E. (2021) *Countering Violent Extremism: making gender matter*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Perešin, A. (2018) . Why Women from the West are Joining ISIS. *International Annals of Criminology*, 56:1-2, pp. 32-42.
- RAN (2019) *Visite d'étude Strasbourg*. RAN. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/ran-papers/docs/ran_study_visit_strasbourg_21-22052019_en.pdf
- [RAN \(2019\) *Visite d'étude : Femmes et enfants de retour dans leur pays – étude d'une expérience en cours sur le terrain, 10-11 décembre*.https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/ran-papers/docs/ran_study_visit_kosovo_11_10122019_fr.pdf](https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/ran-papers/docs/ran_study_visit_kosovo_11_10122019_fr.pdf)
- RAN (2020) *Spotlight: Prisons, Rehabilitations and Reintegration*. RAN.
https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/docs/spotlight_prisons_rehabilitation_reintegration_en.pdf
- RAN (2020) *Exit*. RAN Best Practices Collection. RAN. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/ran-best-practices/docs/exit_strategies_en.pdf
- Renard, T and R. Coolsaet (2020) “From Bad to worse: the Fate of European Foreign Fighters and Families detained in Syria, one year after the Turkish offensive.” *Security Policy Brief* 130. Egmont Institute.
https://www.egmontinstitute.be/content/uploads/2020/10/SPB130_final.pdf?type=pdf
- van San, M (2018) Belgian and Dutch Young Men and Women Who Joined ISIS: Ethnographic Research among the Families They Left Behind, *Studies in Conflict & Terrorism*, 41:1, 39-58, DOI: 10.1080/1057610X.2016.1266824

Save the Children (2021). Repatriation of Foreign Children from Syria Slowed due to Covid. <https://www.savethechildren.net/news/repatriation-foreign-children-syria-slowed-covid-19-new-footage-emerges-life-camps>

Save the Children (2021) North East Syria Repatriations shows Giving Children a Future is Possible with Political Will. <https://www.savethechildren.net/news/north-east-syria-repatriations-show-giving-children-future-possible-political-will>

Schmidt, R. (2020) "Duped: Examining Gender Stereotypes in Disengagement and Deradicalization Practices", *Studies in Conflict & Terrorism*, DOI: [10.1080/1057610X.2020.1711586](https://doi.org/10.1080/1057610X.2020.1711586)

Scheutze, C. F. (2021) ISIS Fighter Convicted in Death of Enslaved 5-Year-Old Girl. *New York Times*. 30 novembre. <https://www.nytimes.com/2021/11/30/world/europe/isis-trial-yazidi-germany.html>

Sischka, K. 2020 Female Returnees and their children. Psychotherapeutic perspectives on the rehabilitation of women and children from the former territories of the so-called Islamic State. https://violence-prevention-network.de/wp-content/uploads/2020/11/Violence-Prevention-Network-Schriftenreihe-Heft-4_EN.pdf

Speckhard, A. and M. D. Ellenberg, (2020). "ISIS in Their Own Words: Recruitment History, Motivations for Joining, Travel, Experiences in ISIS, and Disillusionment over Time – Analysis of 220 In-depth Interviews of ISIS Returnees, Defectors and Prisoners." *Journal of Strategic Security* 13(1) pp. 82-127

Spencer, A. N. (2016). The hidden face of terrorism: An analysis of the women in Islamic State. *Journal of Strategic Security*, 9:3, pp. 74–98

United Nations (2019) *Key Principles for the Protection, Repatriation, Prosecution, Rehabilitation and Reintegration of Women and Children with Links to United Nations Listed Terrorist Groups*. https://www.un.org/counterterrorism/sites/www.un.org.counterterrorism/files/key_principles-april_2019.pdf

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) (n/d) *Prosecution, Rehabilitation and Reintegration Strategies*. <https://www.unodc.org/unodc/en/terrorism/expertise/prosecution--rehabilitation-and-reintegration-strategies.html>

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) (n/d) *Gender Responsiveness* <https://www.unodc.org/unodc/en/terrorism/expertise/gender-responsiveness.html>

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) (2016) *Manuel sur la gestion des détenus extrémistes violents et la prévention de la radicalisation violente en milieu carcéral*. https://www.unodc.org/pdf/criminal_justice/Handbook_on_VEPs.pdf

Université d'Amsterdam (2013), *Étude empirique (révisée) SAFIRE: Scientific Approach to Finding Indicators for & Responses to Radicalisation* <http://www.safire-project-results.eu/deliverables.html>

ONU Femmes (à paraître) *Document stratégique : Réadaptation et réinsertion des femmes et des filles de Boko Haram*. New York : ONU Femmes

Vale, G. (2019) *Women in Islamic State from Caliphate to Camps*. ICCT, La Haye.

Vale, G. (2020) Defying Rules. Defying Gender?: Women's Resistance to Islamic State, *Studies in Conflict & Terrorism*, DOI: [10.1080/1057610X.2020.1816680](https://doi.org/10.1080/1057610X.2020.1816680)

[Vonberg, J. \(2017\) German schoolgirl who allegedly joined ISIS maybe tried in Iraq. 25 juillet. CNN. <https://edition.cnn.com/2017/07/24/europe/german-schoolgirl-isis-iraq/index.html>](https://edition.cnn.com/2017/07/24/europe/german-schoolgirl-isis-iraq/index.html)

Weine, S., Brahmatt, Z., Cardeli, E., & Ellis, H. 2020 Rapid Review to Inform the Rehabilitation and Reintegration of Child Returnees from the Islamic State. *Annals of Global Health*, 86(1), 64. <https://doi.org/10.5334/aogh.2835>

Windsor, L. (2018) "The Language of Radicalization: Female Internet Recruitment to Participation in ISIS Activities." *Terrorism and Political Violence*, pp.1-33.

TROUVER DES INFORMATIONS SUR L'UE

En ligne

Vous trouverez des informations sur l'Union européenne dans toutes les langues officielles de l'UE sur le site internet Europa à l'adresse suivante : https://europa.eu/european-union/index_en

Publications de l'UE

Vous pouvez télécharger ou commander les publications gratuites et payantes de l'UE sur la page : <https://op.europa.eu/en/publications>. Plusieurs exemplaires de publications gratuites peuvent être obtenus en contactant Europe Direct ou votre centre d'information local (consultez le lien https://europa.eu/european-union/contact_en).

Droit de l'UE et documents connexes

Pour accéder aux informations juridiques de l'UE, y compris à l'ensemble du droit de l'UE depuis 1952 dans toutes les versions linguistiques officielles, consultez EUR-Lex à l'adresse suivante : <http://eur-lex.europa.eu>

Données ouvertes de l'UE

Le portail des données ouvertes de l'UE (<http://data.europa.eu/euodp/en>) permet d'accéder à l'ensemble de données de l'UE. Ces données peuvent être téléchargées et réutilisées gratuitement, à des fins commerciales ou non.

Radicalisation Awareness Network



Publications Office
of the European Union